

# ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



## SOUS LA PLAGES ...

## LES PAVÉS ?

**Esclavage**  
Bordeaux port négrier

**La Poste**  
Restructurations

**Santé**  
Gynécologie en danger



# Désintox

Mais non, on ne va pas tous finir chômeurs. On sera juste en recherche d'emploi. Nuance !

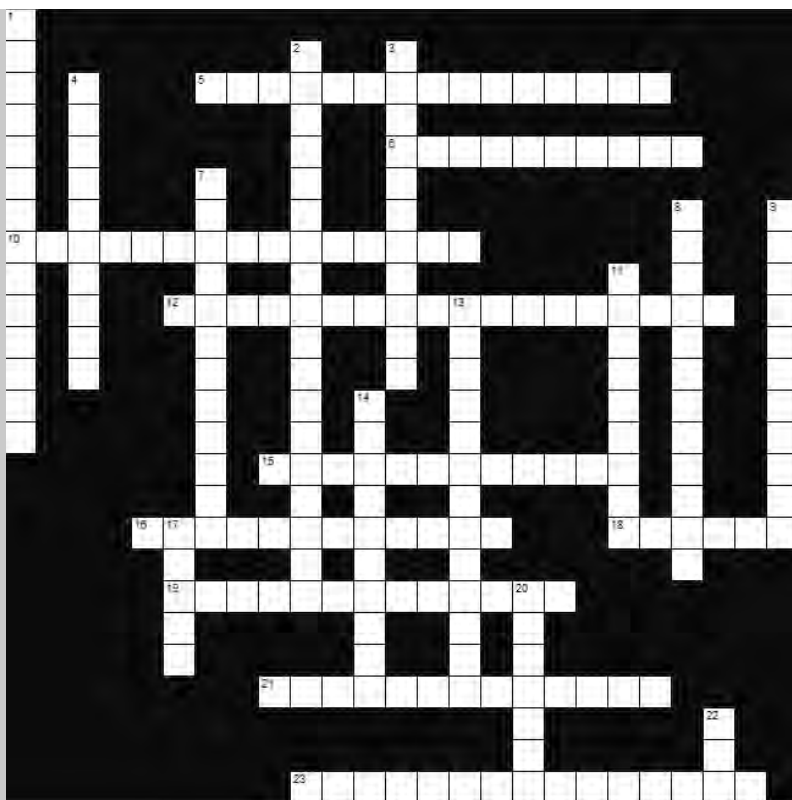
Depuis des dizaines d'années, la langue des dominants travaille à la domestication des esprits : créée, diffusée par les experts, publicitaires, économistes, politiciens, etc., elle agit par imprégnation lente.

Le principe ? Essorer les mots jusqu'à les vider de leur sens. Manier l'euphémisme : atténuer dans l'expression tous les aspects désagréables de la réalité. Créer les mots "cachemisère" et les écrans de fumée... Car, dans ce langage du politiquement correct, les mots de l'émancipation et de la subversion sont nuls et non avenues. Dégagés !

Alors vacances obligent... *Anticapitalistes !* vous propose de tester votre connaissance de cette arme... l'une des plus efficaces du maintien de l'ordre.

ZN

1. Depuis Vercingétorix, on sait qu'il vaut mieux être dessus qu'au dessous... pour que les bons gaulois restent en Gaule
2. Matériaux que l'on veut flexibles, malléables et jetables
3. Se dit d'une entreprise qui licencie grâce à des profits record
4. Mirage pour tous et garantie de profits pour quelques-uns
5. La double peine du malade
6. Vendre ce qui ne vous appartient pas
7. Quand on vous vire, aujourd'hui, on vous fait "bénéficiaire d'un ..."
8. Par là où ils veulent nous faire passer la pilule
9. Travailleurs qui ne doivent pas se mettre à genoux pour garder son travail (variante : fonctionnaires)
10. Entreprise de démolition
11. Fruit de la rapine organisée
12. Ennemis de classe (en 2 mots)
13. Les mêmes qu'en 21 (ou presque) mais plus discrets
14. En faire davantage à moins nombreux
15. Formule de politesse enthousiaste pour accueillir ses sujets
16. Troupeaux de moutons et meutes de loups
17. Cri de guerre de celui qui s'excuse de te foutre à la porte
18. Se retrouvent dehors quand ils sont dedans... jusqu'au cou
19. Vautours de la finance
20. Casse sociale
21. Salaud de capitalistes : ceux qui vraiment ne sont pas discrets
22. Collabo...rateur
23. Code du travail version libérale (en 4 mots)



Réponses : 1- boucher fiscal. 2- ressources humaines. 3- compétitive. 4- croissance. 5- déremboursement. 6- privatiser. 7- reclassement. 8- tron de la secu. 9- privilèges. 10- restructuration. 11- dividende. 12- partenaires sociaux. 13- entrepreneurs. 14- mutualiser. 15- castot-poucon. 16- actionnaires. 17- crise. 18- exclus. 19- investisseurs. 20- réforme. 21- patrons voyous. 22- DRH. 23- frein à l'embauche.

## ABONNEMENTS

### Anticapitalistes ! Le Mensuel du NPA 33

Mensuel : 11 euros (11 N° auprès des comités)  
15 euros (11 N° + frais d'envoi postal)

Par chèque : à l'ordre de Monica Casanova

Destinataire de l'abonnement :

NOM : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

APT, ESC, BAT : \_\_\_\_\_

N° : \_\_\_\_\_ RUE : \_\_\_\_\_

LIEU DIT (si nécessaire) : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_

VILLE : \_\_\_\_\_

### Anticapitalistes !

Directeur de publication : **Jean-Louis Danflous**

CPPAP : en cours ISSB : en cours

NPA 33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 Bordeaux

Imprimerie : Copy-Média - 23 rue Francisco Ferrer

33700 MERIGNAC

### TOUT EST A NOUS L'HEBDOMADAIRE DU NPA

Tarifs des abonnements (France et DOM-TOM) par chèque à libeller à l'ordre de N.S.P.A.C (entourez la formule que vous avez retenue)

	6 MOIS	1 AN
L'hebdo	26 €	56 €
L'hebdo + La revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif de l'hebdo jeunes, chômeurs précaires	20 €	40 €
Tarif de l'hebdo jeunes, chômeurs, précaires + La revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à La revue mensuelle	22 €	44 €

Destinataire de l'abonnement :

NOM : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

APT, ESC, BAT : \_\_\_\_\_

N° : \_\_\_\_\_ RUE : \_\_\_\_\_

LIEU DIT (si nécessaire) : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_

VILLE : \_\_\_\_\_

## Sommaire

### Nos vies et leurs profits p. 4 à 7

La Poste et le tout camion  
Monnaie : non à l'intéressement  
Thalès : les licenciements et la crise...  
Ford : le désengagement  
Rencontres militantes en Angleterre  
LGV : Magouilles et grande arnaque  
Juppé et les dépenses publiques

### Passé négrier de Bordeaux p. 8-9

### Santé p. 10, 11

Hôpital public : Malade !  
Fusion public-privé à Arcachon  
Bordeaux Nord : négociations salariales  
Gynécologie médicale en danger

### Dans les municipalités p. 11, 12

Pessac : les Aides à domicile au Conseil municipal  
Pessac : CAE, précarité théorisée  
Cestas et ses panneaux solaires : l'écologie détournée  
Lormont : Mobilisation pour les USEP

### Féminisme p. 13

Quizz d'été  
Pub, sexisme et sécu  
A lire : Michelle Perrot

### Ecologie p. 14

Communiqué de Tchernoblye  
Point de vue : écologie et NPA

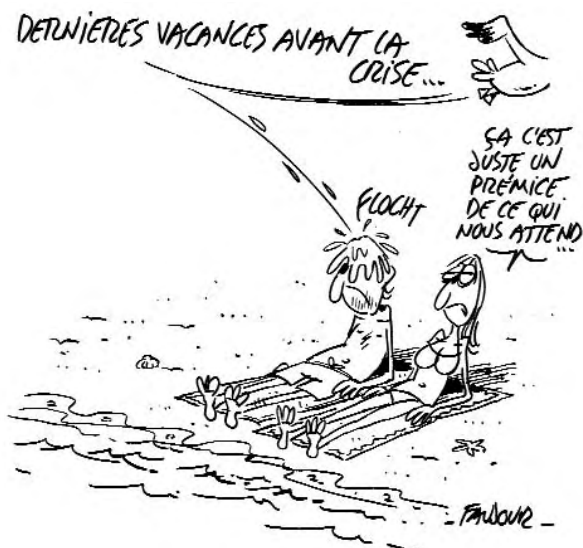
### International p. 15

Salah Hamouri, une fenêtre le 26

### Brèves p. 15

In vino veritas  
"Présumés innocents" et ordre moral  
Université d'été du NPA

### Histoire d'eau p. 16



## ÉDITO

### La France en vacances ?

Plus d'une personne sur deux ne part pas. Il y a ceux qui n'ont pas assez de pognon, ceux qui ne peuvent pas s'arrêter même quelques jours. Ceux qui n'ont pas de travail, ou un boulot qui leur donne à peine de quoi survivre. Le plus grand nombre.

Tous ceux que l'on aimerait voir partir pour leur bien-être.

Et puis il y a ceux qu'on aimerait bien voir partir pour notre bien-être.

Et même ne pas revenir...

Le gouvernement, bien sûr. Le petit excité et son troupeau de marionnettes. Même quand ils vont se faire bronzer ailleurs, ils continuent à préparer leurs sales histoires, les besogneux !

Le travail le dimanche, la suppression de 35 000 fonctionnaires, la privatisation de la Poste, la retraite à 67 ans... Toujours une sale idée dans la tête. Même pendant leurs séjours dans les somptueuses villas des copains ou les grands hôtels de luxe ; en peignoir de bain, cocktail à la main, Rolex au poignet et sandales à talonnette.

Et puis, il y a les patrons, les actionnaires et les banquiers. Toutes ces pauvres victimes de la Crise.

Ceux-là non plus, jamais deux minutes de repos !

Plus de 600 000 emplois à détruire cette année, 2 000 par jour... y'a du boulot !

Sans oublier le chômage partiel à imposer, la précarité à généraliser (le précaire, faut que ça tourne, sinon ça commence à revendiquer) et les subventions et aides à l'emploi à réclamer par millions d'euros à l'Etat (sinon, comment se sortir de la crise en s'en foutant encore plus dans les poches ?).

La casse sociale n'a pas de répit !

Une nouvelle pour leur remonter le moral : une loi devrait leur permettre de se "prêter" leurs salariés ! Oui, oui, les entreprises pourront s'échanger leurs employés... volontaires ! Et pour ceux qui refuseront...

Ils ont des idées merveilleuses !

Mais, qu'ils se rassurent, nous aussi.

Pour ceux qui n'auront pas pu profiter pleinement du soleil cet été, nous allons tout faire pour leur préparer un automne aux températures estivales, voire caniculaires.

Déjà, partout des foyers s'allument. Encore dispersée, encore isolée, la colère de millions de salariés enfle et se répand dans les centaines d'entreprises menacées. La révolte peut trouver les moyens de l'unité !

Pour cela, plusieurs dizaines d'organisations politiques, syndicales et associatives préparent la météo de la rentrée. Ils appellent à "déclarer la guerre à la misère" et à organiser des "marches régionales contre le chômage, les licenciements et les précarités".

Et bien d'autres choses encore : manifestations, rassemblements unitaires, mobilisations féministes...

Le NPA poursuit les discussions avec le PCF, le PG, LO et tous ceux qui veulent construire un front social et politique.

Alors, en vacances ou pas, préparons les beaux jours !

Et qu'ils le demeurent, bien après l'été...

*Anticapitalistes ! interrompt sa parution au mois d'août.*

*Rendez-vous le 24 septembre pour le n°4 !*

[www.npa33.org](http://www.npa33.org)

Pour nous contacter: [anticapitalistes@npa33.org](mailto:anticapitalistes@npa33.org)

# Nos vies et leurs profits

## Pour La Poste : écologie égale tout camion !

Deux jours après le résultat des élections européennes *La Poste* annonce une dégradation du service public qu'elle enrobe sous l'argument écologique !

La presse a révélé que le courrier, distribué aujourd'hui le lendemain de son dépôt, mettrait, en 2011, un jour supplémentaire pour arriver dans nos boîtes aux lettres.

L'objectif étant de réduire les émanations de gaz carbonique de 10% d'ici 2012, nous expliquent *La Poste*.

Ces arguments écologiques seraient plus pertinents si depuis des années *La Poste* ne faisait pas exactement le contraire.

Pour l'acheminement du courrier le train a été abandonné au profit de l'avion et des camions.

Les centres de tri départementaux sont fermés. Dans notre région, Agen, Bègles, Dax, et Périgueux ferment.

Tout le courrier sera traité sur une plateforme à Cestas. L'opération s'accompagne de 500 suppressions d'emplois, de la dégradation du service public et de dizaines de camions supplémentaires sur les routes.

Par exemple, aujourd'hui, une lettre postée à Montpon pour Périgueux est collectée l'après-midi, triée dans la nuit à Périgueux et distribuée le matin : total un camion utilisé.

Demain la même lettre sera collectée l'après midi, sera acheminée sur une première plateforme à Carbon-Blanc, puis sur le centre de tri de Cestas où elle sera triée pour ensuite être acheminée sur Périgueux : total quatre camions utilisés !

Pour faire passer leur projet de privatisation le gouvernement et *La Poste* s'appuient sur l'argument écologique et organisent la casse du service public. En effet comment expli-

quer aux usagers qu'avec les moyens modernes de tri, leurs lettres mettent plus de temps pour arriver à leurs destinataires ?

Cependant il restera une solution pour voir son pli distribué le lendemain. Il "suffira" de payer le tarif express. Le timbre coûte 56 centimes, le Chronopost 21,50 Euros !

Si *La Poste* arrive à ses fins en doublant le délai d'acheminement du courrier, ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui seront supprimés pour le profit des futurs actionnaires. Ce n'est pas un hasard si toutes ces opérations sont menées de concert. Une fois *La Poste* privatisée ceux ci pourront franchir une étape supplémentaire en organisant des charrettes de licenciements.

Fin juillet le projet de loi de privatisation de *La Poste* doit passer devant le conseil des ministres. Comme tous les gouvernements qui ont privatisé avant lui, celui-ci déclare que ce n'est qu'une ouverture de capital. Nous savons ce qu'il en est advenu pour France Télécom, à EDF, à GDF.

L'heure est à la riposte. Pendant la période estivale des contacts sont renoués pour imposer au gouvernement qu'il remballe son projet.

Jean Paul



## Monnaie de Pessac Oui aux salaires et pas à l'intéressement

Une série d'entreprises cherchaient à passer des accords sur l'intéressement avant le 30 juin 2009 pour bénéficier du crédit d'impôt de 20 % prévu par la loi. A la Monnaie, la direction a tout fait pour obtenir la signature de l'ensemble des organisations syndicales. Mais en juin, alors que tous les autres syndicats étaient d'accord pour signer, la CGT (ouvrier) a refusé de le faire après un vote de tous les syndiqués qui en ont ras-le-bol de la politique de "dialogue social" du PDG.

Cette prime aléatoire est en plus injuste. En effet, il est prévu la même somme pour tout le monde, excepté la maîtrise qui aura en plus une "prime de performance"... Le patron le dit, il défend la "hiérarchie des rémunérations" !

Mais sur le fond, beaucoup comprenaient que signer l'intéressement donne des arguments au PDG pour refuser les augmentations de salaire en disant qu'il a déjà donné ! D'ailleurs, dans une information envoyée juste avant le vote, il expliquait : « il ne faut pas compromettre notre redressement en accroissant les charges salariales permanentes. Au contraire, l'intéressement a le mérite d'être lié à nos résultats » !

Dans le même temps, la masse des dix plus hauts salaires de la Monnaie a augmenté de 13 %, alors que des nouveaux embauchés sont payés à peine au-dessus du SMIC !

Alors c'est du salaire que nous voulons, pour les nouveaux rentrés (la CGT réclame un salaire plancher de 1500 € net) et pour combler le retard cumulé de nos salaires par rapport au coût de la vie.

Correspondant NPA



# Nos vies et leurs profits

## Thales Avionics "Les licenciements provoquent la crise"

Rencontre avec **Catherine Thirion** et **Georges Mouart**, militants CGT à Thales Avionics au Haillan. Cette unité emploie plus de 1000 salariés (deux tiers d'ingénieurs), dans la conception et la production de systèmes et composants de visualisation pour l'aéronautique civile et militaire.

**Fin juin, deux semaines avant l'annonce de 95 suppressions d'emplois, Sud-Ouest annonçait que Thales Avionics n'avait "pas de problèmes de charge... un avenir assuré"...**

C'est toujours vrai, il y a beaucoup de charge de travail. Les suppressions d'emplois ne correspondent pas à une baisse des commandes... mais à une recherche toujours plus avide de profits.

En réalité, cette annonce n'est que la première étape de la fermeture du site du Haillan planifiée dès 2006, suite à la visite du directeur de la division aéronautique, avec des analystes financiers de la Deutsche Bank. En 2007, on pouvait lire dans la stratégie du groupe la volonté de supprimer toutes les activités de production de l'aéronautique civile. En juin 2008, suite à une fuite, nous avons eu confirmation de l'externalisation de la production du Haillan. La direction avait démenti un tel plan, en prétendant que c'était uniquement "un scénario".

## Désengagement de Ford Derrière, il n'y a aucune garantie !

Vendredi 10 juillet, la direction a fait démonter le panneau *Ford* (haut de 22 mètres) situé à l'entrée du site. Cette action a une valeur symbolique : le désengagement de *Ford*. La CGT avait appelé à une manifestation au moment du démontage gardé secret jusqu'à la veille. Il n'était pas possible de laisser faire sans dénoncer et sans le médiatiser (opération réussie).

Nous n'étions qu'une centaine de salariés à protester contre ce que nous considérons comme une désertion de la compagnie. Il faut dire que dans le contexte actuel de résignation parmi le personnel et d'absence complète de résistance du côté de toutes les autres organisations syndicales, cette action a eu le mérite de montrer qu'une poignée au moins était prête à résister.

L'avenir de l'usine, reprise depuis le 1<sup>er</sup> mai par la holding HZ, reste très sombre. La production *Ford* continue de diminuer mais surtout, aucun des projets ne se concrétise pour l'instant. La direction a réuni l'ensemble du personnel début juillet pour quand même affirmer qu'il fallait avoir confiance et pour souhaiter de bonnes vacances !

Outre le manque total de transparence et d'informations réelles, tout ce qui s'y passe

On voit bien que ce n'est pas la crise qui a provoqué le plan de licenciements. C'est plutôt l'inverse, ce sont les licenciements qui provoquent la crise.

**C'est une délocalisation pour la profitabilité ?**

Oui, mais la direction échoue à démontrer qu'il y aura une baisse des coûts de production. En fait, elle transfère à Singapour uniquement pour tirer profit de ce paradis fiscal : c'est une véritable évasion fiscale... pour cette entreprise dont le premier actionnaire est l'État. Elle y bénéficiera d'impôts très bas, ainsi que de subventions singapouriennes pour s'installer.

Depuis qu'on a fait un barrage filtrant le 7 juillet en intersyndicale avec la CFDT et la CGC (syndicats majoritaires) à l'entrée, la colère des salariés face à la stratégie de la direction est de plus en plus visible.

Les suppressions d'emplois vont toucher aussi entre juin et décembre 200 informaticiens de plusieurs boîtes sous-traitantes

locales. De plus en plus de collègues comprennent qu'au-delà des annonces actuelles, c'est bien la fermeture du site qui est programmée.

**Comment faire face ?**

Même si l'émiettement des sites (celui de Meudon est menacé de la même manière) rend la riposte plus complexe, on sent bien que la résistance est en train de s'organiser. La violence et la multitude des attaques que nous subissons, qui touchent en premier lieu les ouvriers, mais aussi les techniciens et les cadres, aussi bien à Thalès que dans les autres entreprises, ne peut qu'amplifier cette réaction.

Il faut qu'on continue à avancer nos arguments, dévoiler les plans de la direction. La contagion se fera aussi en échangeant les idées, les initiatives, les expériences avec les autres boîtes touchées sur le bassin d'emploi.

*Propos recueillis par François Minvielle*

est inquiétant. La nouvelle-ancienne direction (c'est exactement la même) "revisite" les accords collectifs et essaie de grignoter quelques acquis : une nouvelle grille des salaires présentée comme bénéfique aux salariés (« elle enlève les contraintes et libère les augmentations de salaires ? » dit le patron) mais qui en réalité renforce l'individualisation, des 35 heures attaquées avec un nouveau calcul qui se traduirait par 1 à 4 RTT en moins selon les années.

Il est fini le temps des promesses du début d'année comme quoi les conditions sociales et les emplois seraient sauvegardés. Le temps passant, la direction profite d'un rapport de force revenu en sa faveur pour remettre en cause ce que nous avions. Pour l'emploi, à part des démissions (liées aux fortes inquiétudes) il n'y a pas de suppressions de postes à l'heure actuelle.

Mais le danger est lourd pour les mois qui viennent. Un processus d'externalisation de services comme le traitement des eaux, la logistique, les pompiers et les gardiens est en cours. Cela correspond à une logique de réduction des coûts et n'augure rien de bon. Il s'agit d'un démantèlement de l'usine, d'une division des salariés par la

multiplication des statuts. Seul le syndicat CGT s'y oppose.

La difficulté aujourd'hui est de relancer la mobilisation. La conscience du danger pour nos emplois est présente parmi de nombreux collègues mais la combativité laisse la place à une forme de fatalisme, oubliant presque l'expérience et les leçons du mouvement qui a duré deux ans. En attendant, l'équipe militante CGTiste lutte pour alerter les pouvoirs publics (demande d'un comité de suivi incluant direction, pouvoirs publics, syndicats) et le Comité de Soutien se transforme en association pour continuer la bataille.

Le 5 septembre à Fongravey (Blanquefort), une soirée concert gratuit sera organisée (CGT et comité de soutien, aidés par la mairie) pour dire que rien n'est gagné. Ce concert sera précédé d'un débat sur la question urgente de la lutte pour la défense des emplois à *Ford* comme partout ailleurs. Des syndicalistes et des élus sont invités pour débattre le plus largement possible. Un rendez-vous à ne pas manquer.

*Philippe Rouffigne*



# Nos vies et leurs profits

## Angleterre Rencontres militantes internationales

C'est suite à une rencontre internationale organisée à Amsterdam au mois de mars, que l'idée avait été lancée par des militants anglais d'inviter les militants de Ford pour que nous racontions notre mobilisation de près de deux ans. Cette idée s'est concrétisée et nous avons passé 4 jours en Angleterre du 1<sup>er</sup> au 5 juillet. Nous avons pu rencontrer des militants politiques et syndicalistes.

Nous étions donc invités par l'organisation "Socialisme et Résistance" (proche du NPA) qui milite au sein de "Respect". Du fait de notre venue, des réunions avec les Trades Union Councils (TUC, syndicats de villes) ont été organisées à Luton, Oxford, Birmingham et Londres, regroupant entre 9 et 35 militants. A chaque fois, en plus de notre lutte, nous avons fait une présentation sur la situation sociale en France.

Les militants (municipaux, santé, professeurs, industrie aéronautique ou automobile...) nous ont raconté leur situation qui est plus difficile qu'en France. La politique de Thatcher est passée par là et les droits syndicaux et sociaux sont plus restreints. Il leur est plus compliqué de riposter aux licenciements ou aux attaques en général. Ils sont encore très marqués par la défaite de la grève des mineurs du début des années 80 qui s'est traduit par des reculs sociaux importants.

A part ça, la crise en Angleterre se traduit par les mêmes conséquences que nous connaissons ici en France ou ailleurs en Europe. Les annonces de licenciements se multiplient, les attaques contre les salaires, contre les services publics, contre le système de santé se renforcent.

Le syndicalisme est faible en Angleterre même s'il est difficile de comparer car ce n'est pas le même fonctionnement, ni pour l'organisation des syndicats, ni pour la représentativité des salariés dans les entreprises.

Les militants voient souvent les luttes sociales en France comme un exemple. Les blocages d'usines, les séquestrations, ils ne connaissent pas ça en Angleterre. La lutte que nous avons menée à Ford-Blanquefort est d'ailleurs pour eux une bataille formidable.

Mais ces derniers temps, la colère des salariés anglais commence à s'exprimer et il y a des grèves dites illégales car contournant les lois anti-grève (il doit y avoir vote des salariés avant de pouvoir déclencher une grève).

C'est le cas des salariés de Visteon à Belfast, Basedown et Enfield (ex-filiale de Ford) notamment soutenus par des syndicalistes de Ford Dagenham, qui ont occupé leurs usines après l'annonce de leurs fermetures. Ils ont eu le soutien de la population et de travailleurs du pays. Ils n'ont pas sauvé leurs emplois mais ont obtenu des indemnités de départ beaucoup plus importantes que prévues. Ce qui est déjà énorme dans le contexte anglais.

Cet échange entre des militants ouvriers de pays différents a réchauffé le cœur de tous car cela mettait en avant la solidarité internationale des travailleurs. Nous espérons pouvoir organiser d'autres rencontres. En tout cas, nous gardons le contact. Il est prévu aussi une rencontre avec des militants espagnols.

*Carlos et Philippe*

## Ligne grande vitesse (LGV)

A Bruxelles, les grandes firmes capitalistes font du lobbying auprès de l'Union Européenne pour définir les projets d'infrastructure routière et ferroviaire qui serviront au mieux leurs intérêts.

Pour rouler encore plus vite avec les TGV, ils veulent construire de nouvelles lignes ferroviaires, les LGV au lieu d'utiliser le réseau existant et de l'améliorer.

Pour convaincre de l'utilité de cette nouvelle ligne, l'administration a mis en place tout un processus ayant une fausse apparence démocratique. Elle a d'abord donné la maîtrise d'œuvre du projet au Réseau Ferré Français (RFF) alors qu'il en est partie prenante. Puis RFF a attribué l'étude du projet à un cabinet qui réalise la majorité de son chiffre d'affaire avec RFF et la SNCF.

Résultat : selon le Conseil d'Analyse Economique (instance officielle composée d'économistes de sensibilités diverses), les prévisions de trafic font l'objet d'une surestimation de 44% et le montant des travaux d'une sous-estimation de 20% en moyenne.

De plus, ce projet de doublage des voies existantes est un véritable gâchis écologique puisque le nouveau réseau utiliserait 9 hectares de terre par kilomètre de voie nouvelle, soit une bande de terrain de 90 mètres de large s'étalant à travers les territoires.



# Nos vies et leurs profits

## Magouilles et grande arnaque

Et tout cela alors que la modernisation des voies existantes de Bordeaux à Irun permettrait de faire passer cent trains de plus par jour et par sens. Elle serait aussi une réponse aux besoins de circulation tant en trains de voyageurs que de marchandises. Avec des prévisions non exagérées et indépendantes de RFF, en 2020, le réseau actuel pourrait absorber le trafic des voyageurs et des marchandises même si, il faut l'espérer, on mettait fin aux transports routiers de marchandises.

Un projet inutile qui coûterait 1,6 milliard d'euro aux collectivités territoriales.

Le projet de la LGV a provoqué de nombreuses résistances, notamment de la part de communes périphériques aux grandes villes. La manifestation internationale sur le pont d'Hendaye avait connu en 2005 une forte mobilisation des deux cotés de la frontière.

Dernièrement le gouvernement vient d'annoncer, par la voix du ministre Bussereau, qu'il se désengageait d'une grande partie du financement qui, du coup, reposerait sur les collectivités territoriales.

La région Aquitaine, dirigée par le PS et les Verts, est très favorable à cette ligne à grande vitesse de Bordeaux à Irun allant jusqu'à prendre des accents "écologiques" pour justifier la poursuite des projets. S'il voyait le jour, la région devrait investir, 600 mil-

lions d'euro. Au total, c'est 1,6 milliard d'euro que les collectivités territoriales d'Aquitaine devront déboursier

Sous la pression d'une partie des élus locaux, la ministre de l'intérieur Michelle Alliot-Marie, juste avant les élections européennes, a déclaré à la presse s'opposer elle aussi à la LGV, contrairement à son gouvernement. Depuis, tout le landerneau gouvernemental et régional d'Aquitaine fait des déclarations en faveur de la LGV. Alain Rousset, président PS de la région ne décolère pas et demande l'arbitrage de Sarkozy pour poursuivre ce projet inutile et ruineux. François Fillon, sur ordre présidentiel, a décidé, comme prévu, la poursuite des études...

Le système TGV relie les grandes métropoles régionales au détriment des territoires intermédiaires. La SNCF y a consacré la moitié de ses investissements, délaissant les réseaux de voyageurs régionaux et locaux (TER) et du fret.

Il existe une alternative : le TGV Pendulaire, moins coûteux, et capable de rouler à 320 km à l'heure sur les nouvelles lignes et à 260 km à l'heure sur le réseau classique. Ce système a été mis en place en Italie, au Canada, en Suède, et ce type de rames apporte de substantielles améliorations qui satisfont les usagés.

Article tiré du *Piment Rouge*, bulletin du NPA du Pays Basque

*Deux cents trains de plus par jour avec les lignes existantes...*

## Juppé au chevet des "priorités" de la dépense publique...

Le maire de Bordeaux vient d'être propulsé avec Rocard, lui aussi ancien premier ministre, à la présidence de la commission chargée de définir les priorités d'utilisation des fonds récoltés par le "grand emprunt national", dernière invention du Président pour creuser le déficit public et assurer une rente à ceux qui auront les moyens de prêter de l'argent à l'Etat.

C'est l'occasion pour Juppé de faire un retour au niveau national des "affaires", après deux années au cours desquelles il a du se contenter de sa bonne ville de Bordeaux.

On se rappelle que dès le lendemain de la présidentielle de mai 2007, Sarkozy l'avait nommé ministre de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durable, un super-ministère qu'il n'avait occupé que le temps de perdre, en juin, son siège de député...

Cette mésaventure faisait suite à une série



d'autres, judiciaires celles-là. Dès 1995, il est accusé de "prise illégale d'intérêt" pour l'occupation, moyennant un loyer dérisoire, d'un appartement de la Ville de Paris fastueusement restauré aux frais du contribuable. Il échappera à une condamnation, mais devra quitter son appartement. En 1998, il est mis en exa-

men pour "abus de confiance, recel d'abus de biens sociaux et prise illégale d'intérêt" pour des faits remontant à la période 1983-1995, alors qu'il était simultanément adjoint aux finances de Paris et secrétaire général du RPR et qu'il finançait ce dernier par le biais d'emplois fictifs de la ville. Il écoperait, en 2004, de 14 mois d'inéligibilité, qu'il mettra à profit pour aller enseigner dans les universités canadiennes.

Nul doute que cette longue expérience de la gestion de finances publiques ne lui donne toute compétence pour, comme l'assure le communiqué de son ami Sarkozy, "préparer l'avenir de la France"...

*Daniel Minvielle*

# Dossier esclavage

## Bordeaux, son passé de port négrier

Enfin, le Musée d'Aquitaine ouvre de nouvelles salles consacrées au passé esclavagiste de Bordeaux. Elles sont du plus grand intérêt pour découvrir un pan douloureux et révoltant de l'histoire des peuples, de notre histoire, aux conséquences toujours actuelles.

### Esclavagisme et commerce : l'essor de Bordeaux au 18<sup>ème</sup> siècle

La 1<sup>ère</sup> salle du Musée évoque le développement démographique, économique, urbain et culturel de Bordeaux au 18<sup>ème</sup> siècle, avec des portraits d'hommes politiques et armateurs cossus, entourés de leur vaisselle somptueuse, de leurs bâtiments et monuments pompeux, de leurs femmes élégantes, dont l'une pose avec sa "négrillonne" (selon un contemporain : "bibelot charmant par son étrangeté"...).

#### De la "Porte océane"...

C'est de cette "porte océane" (nom de la 2<sup>ème</sup> salle) qu'est venue une telle richesse, avec un port très actif dans le commerce du vin jusqu'en Europe du Nord, mais surtout "en droiture" avec les Antilles, c'est-à-dire par la vente de produits du terroir bordelais (grains et vins) en échange de produits tropicaux (épices, puis sucre, café, coton) venant des plantations esclavagistes.

Les progrès de la navigation et l'extension du commerce sont illustrés par des instruments de navigation et de belles maquettes de navires de plus en plus performants.

#### ... à "l'Eldorado des Aquitains"

Les profits faramineux du "commerce triangulaire" des concurrents anglais, espagnols, portugais, mais aussi nantais, vont attirer à son tour la bourgeoisie bordelaise. Des marchandises (étouffes, armes, alcools et bibelots) sont échangées sur les côtes africaines contre hommes, femmes, enfants, esclaves africains qui seront ainsi déportés aux Antilles. C'est la Traite, dans des navires où les esclaves n'avaient, dit un témoin, "pas plus de place que dans un cercueil". 20 % mouraient en cours de route ; leur espérance de vie esclave était de 5 ou 6 ans, le temps d'amortir leur achat !

## Un passé bien encombrant

Ces salles, si elles en finissent avec l'opacité presque complète qui entourait la question jusqu'à présent, demeurent encore bien discrètes sur quelques points cruciaux.

Le Musée ne revient pas sur les efforts déployés depuis 1990 pour faire connaître le passé négrier de Bordeaux par des associations comme le Comité Toussaint Louverture, AfricaPac, puis DiversCités.

Surtout, il n'explique pas, pour l'instant, un aspect important : Bordeaux s'est engagé dans la Traite tard et prudemment, avant de devenir un temps le premier port négrier français. Et ce fut parce que la bourgeoisie naissante était bien plus intéressée à vendre les abondants produits de son arrière pays dans des circuits plus sûrs, plutôt que de se risquer dans des expéditions jusqu'en Afrique, comme ses concurrentes nantaise ou rochelaise qui ne disposaient pas de tels produits.

Lorsque la Traite se généralisa et avec elle des profits sûrs, à la veille de la Révolution, Bordeaux arma plus que jamais des navires négriers. Et elle fut une des plus zélées à la reprendre quand Napoléon la légalisa à nouveau en 1802, au point d'armer alors plus que Nantes et La Rochelle, premiers ports négriers français...

La même élite bordelaise réactionnaire enverra d'ailleurs aux Etats Généraux de 1789 trois négociants sur quatre députés du Tiers Etat, qui crièrent aussitôt à la révolte contre l'abolition de l'esclavage : "L'idée seule d'un affranchissement, même éloigné, relâcherait chez les Nègres, les liens de l'obéissance (...) et à leurs yeux le massacre général des Blancs deviendrait inévitablement un préalable pour hâter le moment de leur liberté".

Combien de noms de rues de négriers, négociants (comme Portal, Guestier), capitaines (comme Desse, Lainé), armateurs (comme Nairac, Gradis, Journu-Auber,

L'État a constamment soutenu les négriers, légalisant cette Traite par le "Code Noir" de Colbert, les encourageant même -djà- par des exemptions de taxes et des primes "à la tête de nègre" !

Des chaînes, colliers d'esclave, fusils de traite, maquette et gravures de plantations sucrières et des films illustrent cet "enrichissement fait de malheur et de mort" (E. Saugéra).

#### "Héritages"... de révolte

Dans la dernière salle, des gravures et textes évoquent les révoltes d'esclaves en Martinique, en Haïti qui ont entraîné l'abolition de l'esclavage et de la Traite, un long combat tout au long du 19<sup>ème</sup> siècle. Sont présentés aussi des objets empreints des pires préjugés sur les Africains (poupées Banania, etc), suivis d'un mur de photos revendiquant la diversité aujourd'hui.



Une révolte d'esclave à Saint Domingue en 1797

Balguerrie-Stuttenberg, Ravezies) demeurant à Bordeaux, alors que le président de la première République noire d'Haïti, Toussaint-Louverture, dont on a refusé de transférer les cendres auprès de son fils enterré au cimetière de la Chartreuse, ne dispose que d'une modeste impasse...

Combien d'hôtels particuliers, de châteaux et domaines cossus ont été construits par les plus grands architectes, comme Victor Louis, pour les familles négrières, le plafond du Grand Théâtre représentant notamment un noir enchaîné offert comme richesse de Bordeaux...

Le Musée passe sous silence aussi que Bordeaux, faute de pouvoir pratiquer encore la Traite, dès 1817, s'adonna alors jusqu'en 1899 au "Coolie Trade" : l'acheminement forcé de coolies indiens et chinois dans l'Océan Indien et aux Antilles.

Le passé négrier a encore du mal à passer à Bordeaux !



# L'esclavagisme, "aurore de l'ère capitaliste"

"Raconter l'histoire de la traite des Noirs, c'est raconter la naissance du capitalisme européen et les débuts de la mondialisation" explique Christian Delacampagne dans son *Histoire de l'esclavage*. Le musée ne l'aborde pas réellement, alors qu'avec la traite esclavagiste, se développent la production de masse dans les plantations, les sociétés par actions, les multinationales, les guerres commerciales, le crédit, la dette publique, les crises...

Entre le 16<sup>ème</sup> et le 18<sup>ème</sup> siècle, le capital qui est investi dans la traite grossit si vite qu'il s'infiltrait par tous les pores de la société féodale déjà en déclin, imposant la logique aveugle du marché. Le pillage et la guerre permanente s'installent en Afrique. En Europe, se succèdent profits et faillites. La concurrence provoque une des premières crises de surproduction au 18<sup>ème</sup> siècle, avec la chute du cours du sucre...

L'accumulation du capital commercial entraîne dans le même temps le développement du capitalisme industriel. Liverpool, port du "commerce triangulaire", donne son essor à Manchester, ville des manufactures pour transformer en textiles le coton des plantations.

Avec la 1<sup>ère</sup> révolution industrielle à la fin du 18<sup>ème</sup>

siècle, les bourgeois développent des usines avec une main d'œuvre salariée, prise de force parmi les paysans et artisans ruinés et expropriés, les enfants des classes pauvres. Libre, ne possédant rien, cette

nouvelle classe est uniquement liée aux patrons par un contrat pour un temps de travail déterminé. Le salaire ne paye aux ouvriers qu'une partie de ce qu'ils ont produit dans la journée de travail, pour qu'ils assurent leur propre survie. La différence, le travail non payé, la plus-value, assure l'enrichissement du capitaliste qui s'approprie toute la production pour la commercialiser.

Empiriquement, la bourgeoisie instaure une nouvelle forme d'exploitation, qui développe le marché. Ce capitalisme industriel, issu de la production esclavagiste, en sera en même temps la négation, tant ce nouveau système lui est antinomique.

Cette contradiction a débouché tout au long du 19<sup>ème</sup> siècle sur les combats pour l'abolition de l'esclavage, avec notamment la guerre civile de Sécession des États-Unis faisant plus de 600 000 morts. La bourgeoisie la plus avancée, effrayée par les révoltes et par la révolution victorieuse des esclaves haïtiens, veut en finir avec ce système dépassé... C'est l'ère des révolutions ouvrières qu'elle est alors en train d'ouvrir.

*"La découverte des contrées aurifères et argentifères de l'Amérique, la réduction des indigènes en esclavage, leur enjouissement dans les mines ou leur extermination, les commencements de conquête et de pillage aux Indes orientales, la transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d'accumulation primitive qui signalent l'ère capitaliste à son aurore."*

**Karl Marx, *Le Capital*.**

## Des conséquences toujours actuelles

Comme le montre Louise Marie Diop-Maes dans un article du *Monde diplomatique* (novembre 2007), la situation actuelle de l'Afrique est encore marquée par l'esclavage et la colonisation. En effet, si le nombre d'esclaves africains est à peu près connu (7,5 millions, pour les 12 siècles de la traite effectuée par les trafiquants arabes et 11 millions pour les 4 siècles de la traite des trafiquants européens), il ne montre pas, et de loin, la réalité de la saignée humaine subie par l'Afrique noire.

Au début du 16<sup>ème</sup> siècle, sa population est évaluée à 600 millions d'habitants. Cinq siècles après, le recensement de 1948-1949 montre qu'ils ne sont plus que 130 à 135 millions !

La traite a provoqué un état permanent de guerre et de razzias. Elle a détruit les structures sociales, désorganisé l'agriculture et le commerce, provoqué famines et épidémies, donné naissance à de nouvelles catégories de guerriers et marchands africains au service des négriers. Cette barbarie a eu aussi pour conséquence de répandre la gangrène du racisme utilisé pour justifier l'esclavagisme, niant toute humanité aux Africains.

L'Afrique n'a jamais pu se relever de ces cinq siècles de pillage et de saignée, qui se poursuivent aujourd'hui dans le cadre de la mondialisation.

Cette longue histoire montre la vraie nature de la bourgeoisie qui a tiré sa richesse de l'esclavagisme et du pillage colonial avant de développer l'exploitation capitaliste.

Lors de l'inauguration du Musée, Alliot-Marie, Jégo et Juppé ont peu apprécié d'entendre des manifestants dénoncer l'esclavage moderne, la situation des sans-papiers, la Françafrique. Raison de plus pour faire connaître cette histoire, et défendre un monde débarrassé de toute exploitation, où il ne restera trace ni d'esclavage, ni de racisme !

*Dossier préparé par Mónica Casanova et François Minvielle*

sur le site [www.npa33.org](http://www.npa33.org), retrouvez ce dossier accompagné de quelques notes de lecture.

## Repères chronologiques

**14<sup>ème</sup> siècle** : les navigateurs portugais explorent les côtes africaines et déportent en Europe des esclaves, jusqu'alors achetés aux trafiquants arabes. Des plantations sucrières esclavagistes sont développées dans le sud de l'Europe.

**15<sup>ème</sup> siècle** : les razzias portugaises commencent, avec la bénédiction du pape.

**16<sup>ème</sup> siècle** : la colonisation de l'Amérique et des Antilles anéantit les populations "indiennes" et entraîne le développement des plantations et de l'esclavagisme. La déportation d'esclaves africains vers ce "Nouveau monde" commence en 1501 ; la traite "triangulaire" en 1533.

**1521** : première insurrection d'esclaves en Haïti. Le "marronage", l'évasion des esclaves, est fréquent ; la répression, sans pitié.

**1571** : libération d'un navire d'esclaves à Bordeaux, sur ordre du Parlement de Guyenne... la bourgeoisie bordelaise n'a pas encore vu le profit qu'elle pourra tirer de la traite.

**1672** : premier navire négrier armé par une compagnie bordelaise.

**1685** : Colbert fait adopter le Code noir.

**17<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> siècles** : presque tous les pays européens pratiquent la traite.

**1791-1793** : l'insurrection des esclaves de Saint Domingue, organisée par Toussaint Louverture, impose dans les faits l'abolition qui sera légiférée par la Révolution en 1794.

**1802** : Bonaparte rétablit l'esclavage et le Code noir.

**1848** : la révolution entraîne l'abolition en France, et l'Etat indemnice... les planteurs.

**1861-1865** : quatre années de guerre civile aux USA pour imposer l'abolition.

## Hôpital public Malade !

Pendant la période de vacances, la situation dans les services de soins devient encore plus à flux tendu. Les congés ne sont remplacés qu'au compte-goutte, quand ils le sont, et cela s'ajoute à toutes les autres absences qui, elles, ne sont quasiment jamais remplacées... maladie, mais aussi maternité !

Cela fait des années que, l'été, la direction ferme des lits d'hospitalisation sous prétexte que les médecins sont absents, en fait pour palier le non-remplacement du personnel.

Alors que cette année, à Haut-Lévêque, elle annonçait qu'elle en fermerait moins, les fermetures se multiplient au contraire, parfois dans l'urgence quand le manque d'infirmières est tel que ce n'est vraiment plus possible de fonctionner. C'est le cas dans le service de pneumologie (l'unique du CHU) : sur 60 lits, 30 sont fermés depuis plusieurs semaines, et sur les 30 restants, plusieurs ont à nouveau dû être fermés du fait de congés maternité non remplacés (et pourtant prévisibles !). La direction assure le personnel de sa "compréhension" mais aucune autre solution n'a été proposée.

En gériatrie, 40 lits sont fermés pour deux mois, 10 lits de soins palliatifs... tous les secteurs sont à la même enseigne. Les personnels ne peuvent pas assumer les soins avec sécurité et satisfaction. Et la révolte est d'autant plus grande que si l'hôpital ne peut remplir sa mission publique, si les moyens budgétaires y sont bien insuffisants, le privé lui s'en porte bien !

Sylvie Laville

## Regroupement public/privé à Arcachon La privatisation de la santé en marche

88,4 millions d'euro viennent d'être accordés par le ministère de la santé pour construire le pôle de santé d'Arcachon d'ici 2012 : il s'agit de regrouper l'hôpital public Jean-Hameau et la clinique privée d'Arcachon dans un nouvel établissement à La Teste-de-Buch.

Selon Michel Haeck, directeur de l'hôpital, et Yves Noël, directeur du groupe Bordeaux Nord auquel appartient la clinique, cela serait positif pour les patients : « Nous serons complémentaires. Il s'agit de mutualiser des moyens, tels que plate-forme de bloc opératoire, stérilisation, prestations médicales croisées, salles de réveil, hall d'accueil... ».

Ce projet est une aubaine pour la clinique qui va profiter des deniers publics ! Et les profits ? Le groupe Bordeaux Nord augmente son chiffre d'affaire de 10 % par an depuis 10 ans. Quant aux bénéficiaires, ils étaient de 2,6 millions d'euro en 2007 ; alors que les trois quarts des hôpitaux publics sont maintenus en déficit par l'Etat depuis des années. Et bien sûr, pas question pour le privé de mutualiser les profits avec le public !

Ce projet s'inscrit dans la droite ligne de la privatisation de la santé programmée depuis des années et accélérée par la loi HPST de R.Bachelot. Des usagers, des salariés se mobilisent contre ce projet : la lutte se poursuit.

I. L.

## Clinique Bordeaux Nord Négociations salariales

Après avoir proposé 0,5 % d'augmentation pour tous, puis une augmentation différente selon les catégories et l'ancienneté (soit 0 € à 80 €), la direction vient péniblement de lâcher 1 % pour tous, l'allongement des grilles de salaire à 40 ans (au lieu de 30 ans actuellement) et une prime de chaussures pour les soignants de 30 € annuelle. Une misère au regard des profits réalisés depuis des années et qui en 2008 s'élèvent encore à 1,4 million d'€.

Les négociations ont été l'occasion de montrer à la direction qu'il fallait compter avec les salariés. Une assemblée générale rassemblant plus de 40 personnes a décidé d'organiser un débrayage pour affirmer nos revendications : 100 € nets pour tous. Cela faisait longtemps qu'on n'avait pas vécu cela. C'est avec les salariés de Loghos, une entreprise qui fait partie du groupe Bordeaux Nord et regroupe les salariés de la restauration et du ménage, que nous avons débrayé à l'appel de la CGT. Nous nous sommes retrouvés à une trentaine, malgré les pressions de la direction qui craignait ce débrayage.

La CGT, à la majorité, a fini par signer l'accord, car la direction menaçait de ne maintenir qu'une augmentation de salaire de 0,5 % si l'accord n'était pas signé (la CGT est le seul syndicat sur la clinique). La direction a fait le même chantage que l'année dernière pour essayer d'opposer syndicat et salariés. Même si personne n'est satisfait du résultat des négociations salariales, nous sommes par contre satisfaits d'avoir contribué à mettre un grain de sable dans des négociations que la direction aurait voulues sans problème.

Reste à préparer la suite...

Isabelle Larroquet



## Gynécologue Profession en voie de disparition

*Enviee par nos voisins européens, la gynécologie médicale est pourtant en voie de disparition malgré des résultats sanitaires remarquables. De moins en moins de gynécologues sont formés.*

**La gynécologie médicale ?** Une spécialité française (complémentaire de la gynécologie obstétrique - chirurgie et accouchement) prenant en charge l'ensemble des problèmes non chirurgicaux des femmes : contraception, sexualité, traitements hormonaux, prévention et dépistage des cancers...

Depuis mai 1931, (fondation de la Société Française de Gynécologie), la profession se développe pour répondre à la demande exponentielle. Jusqu'en 1984, des spécialistes en gynécologie médicale et en gynécologie obstétrique sont formés en nombre.

1984, directive européenne : la formation à la gynécologie médicale cesse. Depuis, il n'y a que 20 postes d'internes en France alors qu'il en faudrait 119 pour assurer la stabilité des effectifs !

Le nombre de postes stagne. Celui de chefs de clinique est si bas qu'il ne permet pas à la gynécologie médicale d'exister à terme comme discipline hospitalière.

### Quand les françaises bénéficiaient de la gynécologie médicale

Les résultats sont là : depuis trente ans, dépistage et prévention des cancers ont été nettement améliorés. Chez les femmes régulièrement suivies, le nombre des cancers du col de l'utérus est passé de près de 6 000 en 1975 à 1 600 en 1995, soit une réduction de près de 75 % en 20 ans. La mortalité par cancer du sein chez les femmes de 50 à 69 ans a baissé de 30 % à 20 %. De très bons résultats ont été obtenus dans la prévention des maladies sexuellement transmissibles, des infections, de l'hystérectomie et des ostéoporoses.

Enfin, la gynécologie médicale a contribué à la diminution des interventions mutilantes, des stérilités et des IVG.

### Ailleurs ?

Plus de 20 % de femmes dans les autres pays d'Europe et 50 % aux Etats-Unis subissent une hystérectomie (ablation de l'utérus) contre moins de 7 % en

France. Chez nous, le taux de cancer de l'endomètre (paroi de l'utérus) et la mortalité sont les plus bas d'Europe. Les cancers du sein ? Détectés plus tôt. La mortalité baisse et la survie à cinq ans est de 80,5 % contre 69 % seulement en Grande-Bretagne.

### Et demain ?

Depuis 2005, l'accès direct à un gynécologue (sans passer par le médecin référent) est remis en cause par la sécu. La disparition des gynécologues médicaux entraîne une surcharge de travail



pour les généralistes ou les obstétriciens, déjà dépassés par la demande. Accoucheurs, ces derniers n'ont pas suivi de formation approfondie en gynécologie médicale. Formés en chirurgie, ils ont plus tendance à opérer. Les gynécologues médicaux, eux, ont appris à utiliser les traitements hormonaux en priorité.

Et puis contraception, ménopause, sexualité, infertilité sont des sujets que les femmes veulent aborder avec leur gynécologue, pas avec leur généraliste.

Les principes libéraux imposés par l'Europe avec la complicité de nos dirigeants menacent aussi le droit des femmes à la santé.

Des collectifs regroupant associations, syndicats et partis se mobilisent.

Pétition à signer avec le Comité de Défense de la Gynécologie Médicale sur le site [www.cdgm.org](http://www.cdgm.org)

FK, MP, ZN

## Pessac Les Aides à domicile au conseil municipal

Les aides à domicile du CCAS de Pessac ont récemment appris que leurs horaires vont changer : elles devront intervenir au domicile des personnes jusqu'à 21h10 (au lieu de 18h) ainsi que les week-ends et jours fériés. Cette réorganisation vise à satisfaire des besoins qui sont d'autant plus grands que le manque de places dans les hôpitaux et autres structures oblige des personnes à rester chez elles alors qu'elles ne peuvent faire face à leur quotidien. Mais adapter les services municipaux aux besoins ne peut se faire que dans le plus grand respect et en concertation avec les salariées, elles-mêmes confrontées à nombre de difficultés. Des salariées femmes, dont une large proportion est sous contrat précaire, avec des salaires bas, et pour certaines à temps partiel. Et nombreuses sont celles à qui ces bouleversements posent problèmes.

Qu'importe, le personnel a été mis devant le fait accompli, sommé en quelque sorte d'accepter ou de demander une mutation pour les titulaires ou d'aller voir ailleurs pour les contractuelles ! Un premier débrayage a eu lieu à la mairie en présence d'une élue NPA le jour du comité technique paritaire. Mais si le débrayage et l'opposition des représentants CGT ont obligé la mairie à lâcher du lest, bien des choses n'étaient pas réglées sur la possibilité de changer d'affectation, sur les modifications du travail (certaines salariés n'ont pas la qualification requise pour faire ce qui va leur être demandé), sur la précarité (même si 9 titularisations ont été obtenues), les primes...

Nous avons donc demandé au maire de mettre ce point à l'ordre du jour du conseil municipal du 2 juillet. Devant son refus, nous l'avons inscrit sous forme de "question orale" (qui permet à tout élu d'intervenir en fin de conseil). Ce soir là, 25 aides à domicile et des militants syndicaux étaient présents dans le public, debout avec des pancartes lors de la "question orale" reprenant leurs revendications. Une situation insupportable pour le maire qui, malgré un règlement très corseté du conseil, ne pouvait empêcher cette intervention. Mais il n'a pu supporter que nous reprenions la parole (comme le prévoit le règlement) après que le 1<sup>er</sup> adjoint ait défendu la politique de la mairie : il a coupé brutalement les micros devant sa majorité gênée.

Une leçon de chose politique pour tous les présents... Et fait notable : aucun autre élu n'a fait le moindre geste vis-à-vis des salariées, ni avant, ni après. A suivre...

Isabelle Ufferte

## Panneaux solaires à Cestas... "l'écologie" détournée

Lors d'un conseil municipal à Pessac, une révision du plan d'occupation des sols de la ville de Cestas a été soumise aux élus dans le but de permettre l'implantation de panneaux solaires (ferme photovoltaïque) sur 320 hectares. Enfin un souci écologique ? Pas nécessairement puisque pour cela plus de 300 ha de zones boisées classées doivent être rasés et bétonnés ! Et cela pose d'autant plus problème que 800 ha ont déjà été rasés dans ce secteur pour construire les bâtiments logistiques (hangars) de plusieurs entreprises. Alors, pourquoi ne pas envisager de mettre les panneaux solaires sur ces bâtiments ou d'autres plutôt que de déboiser encore ?

Nous sommes pour l'arrêt du nucléaire qui fait courir de graves risques aux populations et pour le développement des énergies renouvelables. Mais pas de cette manière, sans concertation, et qui plus est en confiant l'exploitation de ces panneaux à des entreprises privées... car le solaire est devenu rentable depuis que l'énergie qui en est issue bénéficie de tarifs de rachat élevés garantis sur 20 ans. Par ailleurs, de par son ampleur, ce projet est en contradiction avec le but annoncé du remplacement du tout nucléaire par le solaire (ou l'éolien) qui est de ne plus créer de concentrations de production d'électricité mais de favoriser la production locale à usage local afin d'éviter, entre autres inconvénients, le transport par lignes à haute ou moyenne tension.

Avant tout, un débat est nécessaire au niveau de la région pour définir les besoins, les possibilités et prendre des décisions réellement respectueuses de l'environnement. Et un tel projet doit être mené de bout en bout par des entreprises publiques.

Nous avons donc voté contre, de même que les élus Verts, un adjoint PS... et les élus de droite.

A. Hourticq, I. Ufferte,  
élus NPA Pessac

## CAE La précarité théorisée

La mairie de Pessac (majorité PS-Verts-LPC) aime à parler de son "programme d'aide à l'insertion professionnelle". Depuis 3 ans, il repose sur l'embauche de Contrats d'accompagnements dans l'Emploi. Ces contrats CAE ultra précaires (2 ans maximum) sont payés essentiellement par l'Etat, sans cotisation sociale... Nous avons été les seuls élus à nous opposer à leur mise en place, dénonçant le fait qu'ils accompagnent bien plus les employeurs que les salariés. Le dernier conseil a été l'occasion de le redire.

13 salariés sont aujourd'hui en CAE à la mairie, et contrairement à ce qu'elle dit, ils ne sont pas plus "éloignés de l'emploi" que bien d'autres. Pour ne prendre qu'un exemple, plusieurs postes de la médiathèque ne fonctionnent depuis 9 ans que grâce à la succession de salariés hier sous contrats CES et aujourd'hui CAE. C'est le cas de l'employé qui assure les formations informatiques (dont le responsable est d'ailleurs aussi contractuel) ainsi que de l'employée qui a la charge des bibliothèques des écoles. Des salariés indispensables au fonctionnement de la Médiathèque... mais que la mairie va très probablement "accompagner" vers la porte à la fin de leur contrat dans quelques mois.

Le maire nous a expliqué qu'il rencontrait tous les jours des gens qui lui disaient "je suis prêt à accepter n'importe quel travail". Il faut croire qu'il y a des employeurs qui sont prêts à "donner du travail" pour pas cher.

I.U.



## Les enseignants USEPiens sauvés par la mobilisation des parents

L'Inspecteur d'Académie de la Gironde, Lobéissant aux directives du ministre de l'Education Nationale Darcos, avait annoncé mi-janvier 2009 que les 28 postes d'enseignants usépiens (enseignants volontaires pour faire 3 heures d'activités par semaine avec les élèves de leur école dans le cadre de l'USEP - Union du Sport à l'École du Premier Degré) ne pouvaient plus être reconduits pour la rentrée de septembre 2009, à cause d'une incompatibilité administrative !

2 de ces postes USEP sont situés dans le quartier Génicart de Lormont, un à l'école élémentaire Rostand et l'autre à l'école élémentaire Camus.

La décision fut prise par ces 28 enseignants, leurs 28 associations USEP, les 28 conseils des maîtres et le Comité Directeur de l'USEP Gironde de faire signer des "lettres-pétitions" aux parents des élèves usépiens de ces écoles pour demander le maintien de ces postes d'enseignants qui apportent aux enfants, en particulier dans les quartiers difficiles, un plus indéniable.

Presque 3000 "lettres-pétitions" furent signées dans les 28 écoles en seulement 2 jours (à l'école élémentaire Camus de Lormont, des parents dont l'enfant n'était même pas inscrit à l'USEP ont signé par solidarité avec les usépiens) et envoyées à l'Inspecteur d'Académie qui, sous cette pression des parents d'élèves, réussit à trouver une solution administrativement possible pour que ces 28 enseignants gardent leur poste d'enseignant usépien.

A la rentrée 2009, les 28 enseignants pourront donc continuer à exercer leur métier et à donner en plus 3 heures par semaine d'activités USEP.

Mais il faudra rester très vigilant pour les prochaines rentrées pour que ce problème ne survienne pas à nouveau. Une chose est sûre pour l'instant : la mobilisation de tous a payé !

Correspondant

## Les femmes célèbres sont-elles célèbres ?



1. En quelle année Olympe de Gouges publie-t-elle la Déclaration des droits de la femme ?  
2. En quelle année est fondée la première Société pour l'émancipation des femmes, revendiquant le droit au divorce et l'abrogation du Code civil ?

3. Quelle femme se définissant elle-même comme « aristocrate déchue, femme socialiste et ouvrière féministe » a un monument à sa mémoire au cimetière de la Chartreuse à Bordeaux ?

4. Comment se nomme la femme emblématique de la Commune, activiste pour la « révolution sociale », comme elle le disait elle-même ?

5. Quelle est le nom de cette femme d'origine polonaise, révolutionnaire et grande théoricienne du marxisme ?

6. Quelle chimiste et physicienne a, la première, ouvert la porte des sciences aux femmes, obtenant le prix Nobel de physique en 1903 et celui de chimie en 1911 ?



7. En quelle année les femmes peuvent-elles porter un pantalon sans que ce soit considéré comme un délit ?

8. En quelle année, une loi garantit 8 semaines de congé maternité (sans traitement) pour les femmes salariées et sans rupture du contrat de travail ?

9. En quelle année une femme est-elle élue à l'Académie Goncourt ?

10. En quelle année la femme mariée peut-elle adhérer à un syndicat sans l'autorisation de son mari ?

11. De quand date le premier vote des députés pour le droit de vote des femmes ?

12. En quelle année accorde-t-on enfin le droit de vote aux femmes françaises ?

13. Quelle est la première femme ministre ?

14. Quand Simone de Beauvoir publie-t-elle le Deuxième sexe ?

15. Qui est la première femme nommée au Conseil d'Etat ?

16. La Loi Neuwirth sur la contraception est votée en quelle année ?

17. En quelle année vote-t-on la loi sur l'égalité des salaires entre hommes et femmes ?



18. Quelle est la première femme à se présenter à une élection présidentielle en France ?

19. En quelle année a lieu la manifestation rassemblant plus de 50 000 femmes à Paris pour obtenir l'avortement ?

20. En quelle année a lieu l'un des exemples les plus connus de désobéissance civile, organisé par des femmes célèbres en France ?

21. Quelle est la première femme académicienne ?

22. Quelle est la première femme qui prend la tête d'un 20h à la télé ?

23. En quelle année est votée la loi portant sur l'égalité de l'accès aux mandats électoraux



(parité des listes électorales) ?

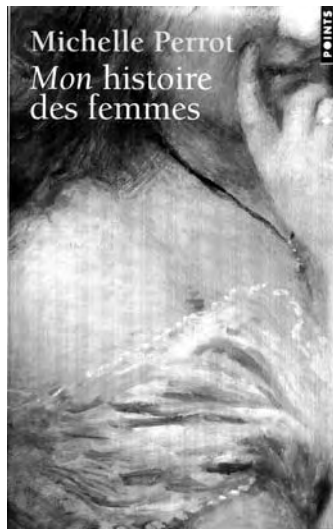
24. Quelle femme noire refuse de céder sa place assise à un homme blanc dans un bus et devient le symbole de la lutte d'émancipation du peuple noir aux USA ?

1. En 1791, elle faisait aussi partie de la Société des Amis des Noirs, pour l'abolition de l'esclavage. 2. 1848 Jenny d'Héricourt. 3. Flora Tristan (1803-1844) grand-mère aussi de Paul Gauguin. 4. Louise Michel. 5. Rosa Luxembourge (1871-1919). 6. Marie Curie en 1903. 7. 1909. 8. 1909. 9. 1910. 10. 1920. 11. 1925. 12. 1944. 13. Germaine Poinso-Chapuis, ministre de la santé publique en 1947. 14. 1949. 15. Jacqueline Baubert en 1953. 16. 1967. 17. 1972. 18. A. Iagouller en 1974. 19. 1979. 20. le Manifeste des 343, ou « manifeste des 343 salopes » (par la grâce d'un dessin de Cabu dans Charlie Hebdo) : 343 femmes affirmant avoir subi un avortement et s'exposant à des poursuites pénales pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement. 21. Marguerite Yourcenar en 1982. 22. Christine Olkrent en octobre 1981. 23. 2000. 24. Rosa Parks en 1955.

## St Christoly Pub, Sexisme et Sécu

Vendredi 26 juin, je traverse Bordeaux à vélo pour me rendre sur mon lieu de travail. Comme d'habitude, tout au long de ce parcours quotidien, je croise des dizaines de panneaux publicitaires auxquels je ne prête guère d'attention... pollution visuelle... Mais là, ce matin-là, tout à coup, je reste scotchée sur place : un panneau déroulant vient d'afficher une pub pour les soldes au centre commercial St Christoly qui me coupe le souffle. Il s'agit d'un dessin représentant deux femmes dans un magasin de vêtements. L'une d'elle tient un téléphone portable. Elle dit « *Mais non patron, je vous assure, je suis clonée au lit avec 40° de fièvre* ».

Incroyable ! Des publicitaires et leurs clients osent ça aujourd'hui : nous faire avaler, sous prétexte d'humour douteux, que les bonnes femmes, les nanas, les meufs, les gonzesses ne sont en fait que gourdes uniquement préoccupées de consommation, de fringues, de modes, prêtes à tout, même à la malhonnêteté et à la "tricherie" sur le dos de la sécu, pour rassasier leurs obsessions d'achats. Dans cette même période, tout à fait par hasard... le gouvernement faisait passer sa propagande dans les médias comme quoi l'Education Nationale détenait soi-disant le record des arrêts maladies...



Point Seuil - 8 euros

## A lire Mon histoire des femmes

De Michelle Perrot

M. Perrot, historienne, dresse dans ce petit livre synthétique un panorama de l'histoire de toutes les femmes depuis l'Antiquité. Elle raconte l'histoire de notre corps, de notre travail, de nos combats dans la cité. Situait clairement la place des femmes dans les actions collectives (syndicalisme ou politique), elle participe ainsi à la reconnaissance d'une dignité. Un moyen de prendre conscience de ce que les femmes furent et sont dans l'histoire de l'humanité.

Un livre pour apprendre à comprendre et à décoder les raisons de la hiérarchie des sexes, pour éviter aussi que ne se perde la mémoire de nos luttes, encore si fragile(s).

Marion



# Écologie

## Communiqué de Tchernoblaye

### La Région Aquitaine s'apprête à subventionner l'industrie nucléaire

A l'approche de l'élection régionale, Tchernoblaye avertit Alain Rousset

L'association Tchernoblaye dénonce le projet de la Région Aquitaine, qui lors de la Commission permanente du 10 juillet, entend attribuer 155 833 euro à l'entreprise SEIV (filiale du groupe ALCEN). Il s'agit de financer un programme visant à élaborer des éléments pour les réacteurs nucléaires civils, en collaboration avec le CEA et Areva.

A l'heure où les valeurs écologistes sont au cœur des questions de société, la Région Aquitaine et son président ne manquent jamais une occasion de communiquer sur le "développement durable" ou la "protection de l'environnement". Mais, derrière ces belles paroles, M Rousset continue de soutenir les activités et industries les plus polluantes.

Ardent promoteur de la mise au point des armes atomiques, à travers le programme du Laser mégajoule, M Rousset entend donc soutenir aussi l'industrie des réacteurs nucléaires. Non content de promouvoir les émissions de gaz à effet de serre, par exemple par la construction de l'autoroute

Langon-Pau, M Rousset soutient aussi l'atome et ses pollutions (fuites d'uranium, production de déchets radioactifs, etc).

De plus, comme il a été démontré par diverses études, les énergies renouvelables créent à investissement égal 10 à 15 fois plus d'emplois que le nucléaire.

Qui plus est, on se demande bien en quoi le groupe Alcen, qui a des clients puissants dans les secteurs de la défense, l'aéronautique ou l'énergie, aurait besoin de subventions publiques... surtout pour développer une activité aussi polluante que le nucléaire.

A quelques mois des élections régionales, l'association

Tchernoblaye avertit solennellement M Rousset que, si cette subvention de 155 833 euro est attribuée à la société SEIV, il devra en assumer les conséquences lors de l'élection régionale de mars prochain.



## Point de vue

### N.P.A et écologie : un avenir durable !

En tant que membre de la commission écologie du N.P.A, il me semble intéressant de revenir sur les scores obtenus aux élections européennes par notre parti et par Europe Écologie.

Le premier constat est que les problèmes environnementaux interpellent de plus en plus de gens et je ne peux que m'en réjouir. Il n'empêche qu'il reste important de réfléchir plus précisément sur ce qui a composé cet électorat et sur ce qui l'a motivé. Je pense que les raisons sont multiples.

D'abord, nous devons prendre en compte la réelle urgence de l'avenir de la planète, auquel de plus en plus de personnes sont sensibles, et d'ailleurs, il serait injuste, à ce propos, de dire que seuls les gens de milieux favorisés s'intéressent à ce sujet.

Nous pouvons également évoquer la perte de confiance dans des partis politiques vieillissants pour certains, et qui n'apportent pas de perspectives convaincantes dans les domaines économiques et sociaux. Ainsi, voter pour les listes Europe Écologie pouvait apparaître comme un vote apolitique. En effet, en regroupant des hommes et des femmes allant du syndicaliste de terrain au libéral convaincu, ces listes ont proposé un espoir à un éventail

très large d'électeurs.

Et c'est là, me semble-t-il qu'il est nécessaire pour le N.P.A de faire son propre bilan. En effet, je suis convaincue que la politique anticapitaliste que nous défendons au N.P.A est la seule qui soit capable d'apporter des solutions durables à la catastrophe écologique. Alors comment expliquer que de nombreux sympathisants du N.P.A aient voté Europe Écologie ? Je pense que lors de la campagne électorale notre parti n'a pas suffisamment affirmé et expliqué que l'écologie n'est pas soluble dans le capitalisme. D'autre part, nos revendications (interdictions des licenciements, augmentation du SMIC...) qui peuvent apparaître comme utopiques ne le seraient plus si nous les englobions dans une perspective plus large.

Ainsi, à mon avis, il faut mettre en avant un projet de société dans lequel :

- les licenciements seraient remplacés par des emplois nouveaux autour du développement durable (une reconversion des emplois dans le domaine de l'automobile semble, par exemple, évidente vu la crise actuelle)
- l'économie serait relocalisée afin de diminuer les transports
- le temps de travail serait diminué et partagé

et les profits redistribués

- de nouveaux services publics verraient le jour (gestion de l'énergie renouvelable, gestion de l'eau...)
- l'homme ne serait plus victime d'une incitation constante et du coup, frustrante à une consommation galopante et dévastatrice.

Mettre en avant ce projet, c'est bien sûr l'expliquer et démontrer qu'une véritable révolution énergétique passe obligatoirement par une rupture avec les modes de production, de consommation et de transport et cela afin d'inverser durablement et efficacement les menaces pour l'humanité. C'est possible !

« Nous arriverons à l'anticapitalisme par l'écologie » m'a-t-on rétorqué aux lendemains de l'élection. À ce moment là, j'ai répondu que c'était le contraire ! Aujourd'hui, j'affirme que les deux combats sont indissociables parce que la catastrophe est là, à cause du capitalisme et qu'il est urgent de convaincre en montrant que lutter pour et aux côtés des peuples, c'est lutter pour sauver la planète.

Pascale

## Salah Hamouri Une fenêtre le 26 ?

Les lecteurs d'*Anticapitalistes !* n°2 connaissent Salah Hamouri et sa détention arbitraire depuis 4 ans maintenant.

Les autres girondins, mis à part les auditeurs de la Clé des Ondes, n'en savent pas beaucoup plus : boycott des médias locaux sur la venue de sa mère, Denise Hamouri, présidente d'honneur de son comité de

soutien, et de Jean-Claude Lefort, son coordinateur.

La "journaliste" (j'assume les guillemets) de *Sud-Ouest* est certes venue, mais n'a attendu ni les interventions des élus (dont JJ Paris au nom du Conseil Général et Naïma Charaï au nom de Rousset et de Mamère, ni les interventions des associations, dont le Syndicat de la Magistrature.

Point positif : une progression dans les signatures d'élus pour la libération de Salah, et notamment un appel unanime du Conseil Général.

L'urgence est d'écrire, aujourd'hui même, à

Sarkozy pour un message simple.

Salah peut être libéré par simple application de la loi israélienne sur les remises de peine lors d'une audience avancée au 26 juillet. La décision est politique. Sarkozy a les moyens d'obtenir ce geste du gouvernement israélien. Il faut qu'il intervienne en ce sens, sans fioriture, sans évoquer des mesures éloignant Salah de Jérusalem, où il a sa famille, ses études, sa vie.

Tous les renseignements sur [www.salah-hamouri.org](http://www.salah-hamouri.org)

RD

## Brèves

### In vino veritas

Que du riche monde, fin juin, pour la soirée de clôture de Vinexpo. Balai d'hélicoptères et limousines pour amener au château d'Issan les 1500 "vignerons" triés sur le volet... propriétaires, négociants, peuples et politiques.

Darcos et Rousset, concurrents l'an prochain aux Régionales, se sont retrouvés pour la photo. Pour l'un, c'est "à la fois prestigieux et simple, un moment de détente", pour l'autre "un bol d'oxygène" (on vous laisse deviner). Effectivement, ce n'est pas le genre de compagnie à vous gâcher la soirée par de mesquines revendications... ici, on taxe en millions d'euros, mais on vous offre le bling-bling et la boisson...



### "Présumés innocents" l'ordre moral s'acharne

Fin juin, les trois responsables de l'exposition "Présumés innocents : l'art contemporain et l'enfance" viennent d'être renvoyés en correctionnelle pour "diffusion de messages violents, pornographiques".

Neuf ans après l'exposition, vue au CAPC par 40 000 personnes, et qui a été montrée dans le monde entier, il s'agit d'un véritable acharnement judiciaire, menée par une association, La Mouette, soi-disant au nom de la protection des mineurs.

En 2000, l'exposition avait pourtant reçu un avis positif du Rectorat (vue par des dizaines de classes), et de la brigade de protection des mineurs. Seul Juppé s'était désolidarisé, juste avant les élections municipales, cédant aux pressions réactionnaires. Puis pendant des années, ce fut la bataille juridique, qui avait abouti à la requête d'un non-lieu en mars 2008 par le Procureur de la République.

Aujourd'hui, deux autres magistrats en ont décidé autrement et poursuivent les organisateurs. L'une d'elle répond : "Il va falloir se battre... peut-être que cela pourra avoir quelque vertu".

### Première université d'été du NPA

TOUS À PORT-LEUCATE !



Elle se déroulera du dimanche 23 au mercredi 26 août à Port Leucate.

Ce sera le premier grand rendez-vous du NPA depuis le congrès de fondation du parti, l'occasion de multiples échanges entre militant-e-s et sympathisant-e-s, ainsi qu'avec nos invité-e-s du mouvement social ou de la gauche anticapitaliste venu-e-s de toute la planète. Au programme des débats : la crise, la situation sociale et politique, les perspectives d'un changement révolutionnaire de la société...

Pour toute information, conditions d'inscription, etc., voir sur le site [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## Histoire d'eau

L'accès à l'eau est une des conditions qui permet la survie de la plupart des populations du sud de notre planète mais sa distribution est un enjeu financier qu'il nous faudra affronter dans les années à venir. Un petit exemple qui nous concerne.

L'agence de bassin Adour - Garonne qui est compétente sur 18 départements du grand Sud-Ouest (6,8 millions d'habitants) présentait les résultats de son étude sur le prix de l'eau potable en 2008. Ce fut l'occasion de confirmer ce que nous savions.

Les habitants de la CUB payent la flotte 3,39 euro le mètre cube, soit une augmentation de 4,9% par rapport à 2007. La distribution de cette eau est confiée par la CUB à la Lyonnaise des Eaux. Face au scandale des méga profits que réalisait cette société, elle a dû, en décembre 2008, convenir de reverser sur quatre années la coquette somme de 46 millions d'euro.

Le prix de l'eau qui nous est appliqué est le prix moyen dans la région (3,40 euro/m<sup>3</sup>) mais il est nettement supérieur à la moyenne si nous considérons les villes de plus de 5 000 habitants car l'approvisionnement en eau est moins cher dans les zones à forte urbanisation. Ce qui coûte, c'est de la faire venir, la répartition entre les foyers n'est qu'une question de branchement et de compteur.

Ce qui est intéressant dans ce rapport, c'est la comparaison du prix lié au mode de gestion choisi :

- Gestion directe par constitution d'une régie (municipale, cantonale, départementale...)

- Délégation de service public (DSP) par affermage ou concession à une société privée.

La CUB a signé un contrat d'affermage avec la Lyonnaise qui doit donc livrer de l'eau rendue potable et assurer l'assainissement. La CUB reste propriétaire du réseau et, s'il n'est pas rapidement entretenu, elle aura à sa charge les pertes par écoulement et les travaux de rénovation car le réseau commence par dater.

Ce rapport fait donc apparaître quelques disparités. Les habitants de Mont de Marsan ont choisi la régie directe et payent l'eau 2,22 euro/m<sup>3</sup>, soit, 34,5% moins cher que ceux de la CUB.

Du simple intérêt financier, nous aurions donc tout intérêt à passer en régie directe, nous octroyer les bénéfices réalisés par la Lyonnaise... sous le contrôle de la population.

## Mais pas que...

La gestion en régie directe peut procurer quelques autres avantages :

- ➔ Maîtriser les lieux de captation de l'eau.

La Lyonnaise n'a pas fait le choix de capter l'eau de la Garonne et autres cours d'eau car il en coûte plus cher pour la rendre potable. Il se trouve que les nappes phréatiques mettent longtemps à se régénérer et que nous devrions être plus prudents et économes, y laisser durablement un peu d'eau pour les générations futures.

- ➔ L'assainissement nous est facturé, mais aussi les dépollutions agricoles et industrielles. Nous pensons que le principe du "pollueur payeur" aurait toute sa place en ce domaine.

- ➔ Le sponsoring.

La Lyonnaise sponsorise des événements culturels, des équipes sportives. Il est bien connu que ceci correspond à des "accords" qui tendent à compenser ainsi les financements municipaux pour obtenir les contrats d'affermage. A l'arrivée, c'est le consommateur qui va encore payer. Qui peut croire à l'efficacité de la publicité pour inciter les familles à se connecter au réseau de distribution d'eau ?

- ➔ Transparence.

Une régie directe doit être véritablement transparente pour les élus mais aussi pour les citoyens et leurs associations. N'oublions pas le petit scandale qui a obligé Trans'cub à aller en justice et à organiser la mobilisation, pour obtenir les rapports de la Lyonnaise ; leur pugnacité aura permis l'économie des 46 millions d'euro.

La bataille de l'eau est juste engagée et nous devons exercer une réelle pression sur les élus communautaires, sur les communes car ce sont eux qui participent à la décision de déléguer ou de gérer directement ; nous ne sommes pas les seuls à pencher pour la gestion directe, reste à réaliser un front commun de mobilisation pour la clarté de l'eau à Bordeaux.

JLD

## ON VA FAIRE LA FÊTE AU NPA



- Où ?** Salle Bellegrave à Pessac
- Quand ?** Le samedi 3 octobre 2009 à partir de 14h
- Qui ?** Olivier Besancenot sera présent et interviendra au meeting central. Daniel Bensaid et Philippe Pignard viendront débattre sur le NPA
- Quoi ?** Des forums de discussions organisés sur divers et variés sujets ; des expositions ; une librairie ; des stands de convivialité ; de la musique ;

Réservez dès maintenant cette journée sur vos agendas